DE GAULLE : UN DOUBLE ANNIVERSAIRE

Le général de Gaulle est né le 22 novembre 1890, il est mort le 19 novembre 1970. On va donc célébrer ce mois-ci à la fois le 120e anniversaire de sa naissance et le 40e anniversaire de sa mort. Et de fait, du côté des commémorations, ça ne va pas chômer. Discours, allocutions, émissions historiques et « docu-fictions » à la télévision, exposition au Mémorial Charles de Gaulle, rassemblements de lycéens, sans oublier bien sûr le traditionnel pèlerinage à Colombey-les-deux-Eglise, où Nicolas Sarkozy, flanqué de quelques autres chefs de l'Etat, se recueillera en écoutant le requiem de Gabriel Fauré en l'église du petit village lorrain. On frappera même une médaille commémorative en or : un placement sûr !

Les commémorations, dit-on, sont le meilleur moyen de lutter contre l'oubli. Et si c'était au contraire une autre façon de faire oublier ceux qu'on a trahis ou qu'on n'a jamais écoutés ?

Célébrer après leur mort ceux dont on s'est bien gardé de suivre les enseignements, est une vieille habitude. Mort centenaire au début de cette année, Claude Lévi-Strauss a eu droit à tous les honneurs, mais on a oublié ses mises en garde contre les sociétés « multiculturelles » (« on ne peut, à la fois, se fondre dans la jouissance de l'autre, s'identifier à lui, et se maintenir différent »). Mort quasi centenaire, Maurice Allais a été encensé – « La France vient de perdre l'un de ses plus grands économistes », a déclaré Nicolas Sarkozy – par ceux là mêmes qui ont toujours ignoré ses critiques du libre-échangisme mondial. Relativement peu connu de son vivant, Philippe Muray touche un vaste public par la grâce de Fabrice Lucchini, mais ceux qui applaudissent le spectacle sont bien souvent ceux que l'auteur de *Festivus festivus* fustigeait avec le plus d'alacrité. Et n'oublions pas Guy Debord, statufié par la Bibliothèque nationale, après avoir été confiné toute sa vie durant dans les marges de la pensée. Pour ne rien dire du « Che » Guevara, qui n'est plus qu'un visage apposé sur des tee-shirts *made in China* !

On a dit et répété que le Général avait horreur des idéologies et que le gaullisme fut avant tout un « pragmatisme » adaptant les modalités de son action aux circonstances du moment. Manière détournée de faire croire que le terme pourrait recouvrir n'importe quoi. De Gaulle disait au contraire : « A la guerre, il y a des principes, mais il y en a peu ». La vérité est que le gaullisme repose sur quelques principes simples et forts, certaines règles intangibles auxquelles il n'a jamais dérogé.

Le Général disait des choses simples. Que la France a fait de grandes choses dans le passé, quand elle était porteuse d'un projet collectif tendu vers un destin commun. Qu'elle entrait en déclin chaque fois qu'elle cédait à la tentation de se replier sur ses querelles intérieures. Qu'elle avait vocation à soutenir, partout dans le monde, les peuples qui ne voulaient plus être l'objet de l'histoire des autres (« Vive le Québec libre ! », juillet 1967). Qu'elle disparaîtrait elle-même lorsqu'elle se soumettrait à la volonté des autres.

Mouvement plébiscitaire, « bonapartiste » si l'on veut – mais aujourd'hui on dirait aussi « populiste » –, le gaullisme plaçait au-dessus de tout l'existence d'un lien direct entre le chef de l'Etat et le peuple (d'où le recours au référendum et l'élection du président de la République au suffrage universel) et l'indépendance du pays. Ce dernier mot était à comprendre sous toutes ses formes : affirmation de la souveraineté nationale, refus de la « vassalisation » par des organismes supranationaux ou des puissances étrangères, mais aussi des pouvoirs économiques et des oligarchies financières. Le reste en découlait tout naturellement : un pouvoir exécutif fort et stable, l'indifférence par rapport au clivage droite-gauche, la condamnation du tout-marché au profit d'une économie orientée (grands projets publics et aménagement du territoire), la construction d'une Europe des nations et des peuples, le refus de voir la politique soumise aux évolutions de la « corbeille ».

De Gaulle savait que ce n'est pas en cherchant par tous les moyens à être populaire qu'on le devient. Il savait que l'histoire est tragique, et que le gouvernement des hommes ne se ramène pas à la gestion des choses. Il n'entendait pas soumettre la politique à l'idéologie des « droits de l'homme », l'action historique aux bonnes œuvres, et la vie internationale aux critères de la démocratie biblique à l'anglo-saxonne.

Champion de la lutte contre la politique des blocs héritée du système de Yalta, il n'était pas hostile à la construction de l'Europe, mais il ne voulait pas d'une Europe dépossédée d'elle-même. Il voulait une Europe-puissance, pas une Europe-marché, simple zone de libre-échange ouverte à tous les vents.

En 1966, la France quittait l'OTAN pour ne pas être vassalisée. Mais aujourd'hui, ceux qui célèbrent la mémoire du Général expliquent que l'indépendance n'est plus de mise à l'époque de la « gouvernance » mondiale, réintègrent docilement le commandement intégré de l'OTAN et se soumettent de plus en plus aux diktats des marchés financiers.

Le Général était obsédé par la « grandeur de la France ». Dans *Vers l'armée de métier*, il disait déjà : « L'épée est l'axe du monde et la grandeur ne se divise pas ». Ah, la grandeur ! A-t-on assez moqué ce mot ? C'est qu'aujourd'hui, la grandeur n'est pas un terme à la mode. Le bonheur, oui, la richesse aussi, et encore la lutte contre les « discriminations », la posture « humanitaire », le « bien-être », la sécurité, le réalisme comptable, le style « cool » et « sympa », mais la grandeur ! Ce n'est pas qu'on ne l'aime plus, la grandeur, mais qu'on ne sait plus ce qu'elle veut dire. Qu'est-ce que la grandeur ? Alexandre Sanguinetti, en son temps, avait répondu : « C'est être soi-même, exister, représenter son génie propre ».

Que reste-t-il aujourd'hui du gaullisme ? La force nucléaire de dissuasion, sans aucun doute, puisqu'elle est admise par tous, y compris par ceux qui, dans les années 1960, ironisaient sur la « bombinette » et plaidaient pour le « parapluie » américain. L'élection du chef de l'Etat au suffrage universel ? Oui, mais le mandat présidentiel a été réduit à cinq ans. La Constitution de la Ve République ? Elle a été amendée à maintes reprises dans un sens contraire à l'orientation de ses fondateurs, tandis que le Conseil constitutionnel s'arrogeait le pouvoir de remettre en question le suffrage populaire. L'indépendance de la France ? Qu'en reste-t-il à une époque où 80 % des lois et des règlements sont décidés à Bruxelles ?

Evidemment, il reste des gaullistes isolés. Des orphelins. Des grognards. On les retrouve dans les marges souverainistes, dans quelques cercles qui tentent de garder vivante l'idée du « gaullisme social », auprès de certaines personnalités aussi, de Jean-Pierre Chevènement à Nicolas Dupont-Aignan. Ce n'est pas diminuer leur mérite que de constater qu'au total, cela

ne fait pas grand-chose.

L'effacement du gaullisme ne date pas d'hier. Dès les années 1980, le « néogaullisme » était rentré dans le moule des droites classiques en défendant l'atlantisme, le libéralisme économique et le libre-échangisme mondial. Quoi qu'ils en aient dit, ni Pompidou, ni Giscard ni Chirac ne sont restés fidèles au Général. Ils n'ont en pas moins constamment allégué son souvenir. Nicolas Sarkozy a fait de même durant sa campagne présidentielle de 2007, lisant avec emphase les discours aux accents gaulliens rédigés par Henri Guaino, allant s'incliner à Colombey à la veille du premier tour, le 16 avril 2007, mais décidant, à peine élu, de fondre le RPR et l'UDF dans un seul et unique mouvement, l'UMP, doté dès sa fondation d'un programme nettement libéral et pro-européen.

« Sarkozy n'a jamais été gaulliste, dit Nicolas Dupont-Aignan, c'est un libéral-conservateur ! » De fait, on l'a vu proclamer sa sympathie pour George Bush, son admiration éperdue pour les Etats-Unis, sa solidarité de principe pour l'Etat d'Israël, mettant fin du même coup aux alliances que la France avait tenté de nouer dans le monde arabe. En janvier dernier, lors des obsèques de Philippe Séguin, il avait même rendu un vibrant hommage au « gaullisme social », que sa politique a contribué à enterrer.

Il y a des hommages indécents, quand ils émanent de ceux que la décence, précisément, devrait obliger à se taire.

Depuis sa mort, le général de Gaulle est en quelque sorte devenu la statue du Commandeur de la politique française. Comme dans le *Dom Juan* de Molière, c'est elle qui rappelle les protagonistes du moment à leurs devoirs et à leurs responsabilités. Quarante ans après sa mort, que se passerait-il si, à Colombey-les-deux-églises, tandis que se déverse dans les micros un niagara d'hypocrisie dévote, le Général sortait brusquement de sa tombe ? Imaginons la scène un instant. Le vent secoue les grands arbres. Et voilà le « grand Charles » qui se redresse, immense, et qui tonne de sa voix inimitable : « Comment osez-vous ? » Et voilà l'assemblée qui s'effraie, les mains qui tremblent, la foule qui s'égaille. Et devant cette ombre, tous redeviennent petits, tout petits. Une ombre de géant fait courir les nabots et les nains. Nostalgie ? Non. Un rêve.

Alain de Benoist

(article paru dans *Le Spectacle du monde* en novembre 2010)